

n'avait pas compris qu'il contribuait à tirer les marrons du feu à l'avantage de la perfide Albion.

C'est pourquoi les délégués des Etats-Unis ont fait des efforts inouïs pour faire inclure dans le projet de la "Ligue" une référence plus ou moins voilée à cette doctrine Monroe. Cet essai n'a pas réussi.

En réalité la "Ligue" n'a qu'un seul amoureux fidèle, M. Wilson. Les autres nations ne ressentent pour elle que de la froideur quand ce n'est pas de l'animosité voilée.

Depuis son retour, M. Wilson insiste pour l'inclusion, dans le traité préliminaire de la paix avec l'Allemagne, des règlements constitutifs de la "Ligue". Le ministre des affaires étrangères de France s'y oppose et demande que le traité préliminaire soit signé le plus tôt possible sans s'occuper pour l'instant de cette question dont bien des points exigent encore beaucoup d'examen et de discussion et sur lesquels les puissances neutres devront être consultées.

L'opinion est assez solidement établie en France au sujet des retards apportés au règlement de questions d'une importance capitale quand des heures si précieuses sont consacrées à la discussion de théories impraticables et partant inadmissibles.

Au "Figaro" demandant à un délégué de lui dire quelle est la méthode employée pour l'examen des différents points à résoudre, ce dernier répond: Il n'y a point de méthode. Tout-à-coup la discussion s'élève sur un point quelconque. Quand la solution paraît trop difficile, on l'ajourne à une séance subséquente".

Le "Journal" s'exprime ainsi: "L'absence de méthode et de doctrine n'est pas de nature à accélérer les travaux. Maintenant, si à ce défaut on ajoute celui de démolir aujourd'hui ce qu'on a construit hier, comme faisait Pénélope de sa toile toujours inachevée, on ne sait quand il se fera quelque chose d'utile".

Il est d'ailleurs assez rare que les principaux chefs d'état se trouvent réunis pour la Conférence. Voilà M. Wilson qui part pour les Etats-Unis et lorsqu'il est de retour, il faut que le premier ministre britannique parte pour Londres où l'appelle la grève des mineurs. La balle d'un énergumène met M. Clemenceau dans l'impossibilité de suivre le travail de la Conférence pendant plusieurs jours et une crise ministérielle rappelle à Rome M. Orlando. Et, lorsqu'il a de nouveau pris pied sur la terre de France, il faut plusieurs jours à M. Wilson pour examiner les fils du tissu qui s'est tramé pendant son absence.

Heureusement que le chef militaire suprême est là, pour insister sur l'observation des termes de l'armistice. Avec lui pas de sensiblerie, pas de théories, des faits. Déjà le maréchal Foch a dû rencontrer pour la deuxième fois les délégués allemands pour le renouvellement de la trêve. La discussion n'a pas été longue, on voudra bien le croire.

A la dernière entrevue, sur les instructions du

Conseil de la Conférence a été réglée la question du ravitaillement des empires du Centre et du transport des vivres par la flotte marchande ennemie, placée à la disposition des puissances de l'Entente.

Des autres problèmes que la Conférence a mis à l'étude, aucun n'a encore été réglé de façon définitive. Celle des frontières entre la France et l'Allemagne, de la neutralisation du Rhin; l'utilisation du bassin houiller de la Sarre; la frontière de Pologne et celle du nouvel état yougo-slave sont encore à l'étude. La situation russe est loin d'être éclaircie et voici maintenant que les Japonais réclament un traitement semblable à celui des autres nations blanches dont le sort sera décidé par la Conférence. Les Nippons ne peuvent pas comprendre comment il se fait que l'on n'ait pas hésité à accepter et même demandé leur aide au cours de la guerre, et que maintenant on refuse de les accepter dans le concert des nations sur un pied d'égalité avec les autres belligérants. C'est un peu le résultat de la théorie fraternelle et égalitaire prêchée par les américains, que l'on est peu disposé à mettre en pratique maintenant que la lutte est finie.

Quoiqu'il en soit, ce ne sera pas avant un bon mois que les délégués allemands pourront être appelés à Versailles pour s'entendre dire sous quelles conditions la paix pourra être conclue avec eux.

La Commission chargée de faire rapport sur le chiffre des réclamations financières de l'Entente est loin d'avoir terminé son œuvre. Elle en est cependant arrivée à une estimation probable de la note à payer. La France et la Grande Bretagne ont fixé leurs demandes à 40 milliards de dollars mais la Commission ne semble pas croire que l'Allemagne puisse payer plus de douze milliards.

Les anglo-américains sont en faveur d'un règlement qui amènera le plus tôt possible le relâchement du blocus et la reprise des opérations industrielles par l'ennemi; c'est d'après eux le seul moyen de lui faire payer les indemnités qui pourront être réclamées. La France de son côté ne veut pas que l'on aide à un relèvement commercial chez l'adversaire tant que le nord du pays et la Belgique ne seront pas remis de la dévastation causée par la guerre et conséquemment ne seront pas en mesure de lutter avec des chances de succès contre l'envahissement commercial de l'Allemagne auquel nous aurons aidé en lui fournissant des vivres et des matières premières.

Une nouvelle d'une gravité que l'on ne saurait dissimuler c'est celle que nous apportent les dépêches du 20 au sujet de l'Italie. On assure que la délégation italienne a décidé de se retirer de la Conférence si le port de Fiume, sur côte dalmate ne leur est pas attribué au moment de la conclusion de la paix. L'opinion est violemment surexcitée à ce sujet et de nombreuses assemblées populaires tenues à Rome réclament l'annexion de toute la Dalmatie, avec Trieste et Fiume, ce dernier endroit étant le second port d'importance dans l'Adriatique orientale. La possession